

D'où proviennent ces milliards?

De plus en plus nombreux sont ceux qui s'interrogent sur l'attitude de quelques chefs d'État ou de gouvernement européens à l'égard de l'évolution géopolitique en cours. Dans leurs discours ils déversent leur hargne et leur fiel à l'égard de la Russie. Ils se montrent, aussi, chargés d'incompréhension à l'égard des États-Unis et de Donald Trump. En fait ils expriment rageusement leur frustration d'être écartés d'un combat qu'ils sont incapables de mener seuls. Évidemment ils ne disposent pas de la puissance, ni de l'autorité suffisantes, pour poursuivre, sans les États-Unis et l'OTAN, l'aide à l'Ukraine autant que la contestation d'une Russie redevenue une grande puissance. De manière générale, piégés par une structure de nature totalitaire, les pays constitutifs de l'Union Européenne ne peuvent suivre l'évolution du monde. Ce bouleversement se fait en contradiction avec l'ambition encore affirmée de cette organisation.

L'UE se retrouve ainsi en dernier rempart de l'État profond. Ce système hégémonique est sur le point d'être totalement disloqué aux États-Unis. Il s'est donc réfugié dans ce qui était sa succursale à l'époque des néo-conservateurs. Ses moyens - c'est un truisme - ont été lourdement amputés et de la blessure le sang ne cesse de couler. À n'en pas douter il va sinon disparaître du moins sortir très affaibli de l'assaut qu'il subit. L'UE, symbole voulu de la recherche d'un monde unitaire et totalitaire, court vers sa fin. Elle ne pourra pas survivre dans un monde qui voit s'affirmer les nations et contester toute forme de contrainte extérieure. Mais comme un fauve blessé la bête risque de mordre. N'oublions donc jamais que derrière la prétentieuse administration européenne se tient toujours l'oligarchie de la finance internationale, colonne vertébrale de l'État profond.

Regardons avec un peu d'attention les principaux personnages menant ce combat d'arrière-garde. Il est étonnant de voir ce couple inédit Keir Starmer- Emmanuel Macron, s'agiter conjointement. Leurs intérêts paraissent divergents; pourtant ils sont d'une même violence verbale qui nous ferait croire à l'imminence d'une guerre. Keir Starmer est incontestablement le soldat de la *City*. C'est là que se trouve la puissance de la Grande-Bretagne, capable en étroite parenté avec Wall-Street et la FED de peser sur les affaires du monde. Elle ne s'étend que sur 2,9 km² mais elle produit 1/6 du PIB du Royaume et depuis longtemps influence le destin de la planète. Ce sont les mêmes banquiers anglo-saxons, souvent anglais, qui dirigent ces deux organisations privées que sont la *City* et la Réserve Fédérale, la FED. Le système étant menacé outre-atlantique par Trump, Keir Starmer est ainsi devenu le principal défenseur politique du système. Il n'est donc pas étonnant qu'il veuille poursuivre la délirante politique de dislocation de la Russie dont, historiquement, l'Angleterre s'est toujours méfiée. Rappelons nous que les guerres, depuis toujours, sont pain béni pour les banquiers. Leurs prêts, devenus indispensables pour équiper et armer, leur permettent de contrôler les États. La fin prématurée et incontrôlée de la guerre en Ukraine s'avère pour eux un repli imprévu, d'autant plus sensible que leur système dominateur est vigoureusement contesté aux États-Unis.

Les mondialistes, par le biais des banques, contrôlent l'émission monétaire. Elle est la condition pour l'intégration des pays du pseudo-Occident dans un empire unique. Le comportement de Keir Starmer est ainsi parfaitement compréhensible. Il se rapproche de l'UE et fait ce qui lui est ordonné. Partageant les mêmes obligations le premier ministre du Canada (même souverain Charles III), Mark Carney, est un ancien gouverneur de la banque d'Angleterre, institution, j'insiste, privée... Lui aussi est un défenseur du système. Le probable futur chancelier allemand, Friedrich Merz, quant à lui, est un ancien administrateur du fond de pension étatsunien Blackrock, robuste outil de la

finance anglo-saxonne. Il est lui aussi impliqué. Le quatrième serviteur de cette ambition mondialiste est - vous vous en êtes doutés - Emmanuel Macron. Le « Mozart de la finance », naguère associé-gérant chez Rothschild. Ce nom nous le retrouvons, au plus haut niveau, dans toutes les parties déterminantes de la toile bancaire. Le tableau des principaux défenseurs de l'ordre ancien ne serait pas complet, si je ne citais pas Ursula von der Leyen, haut fonctionnaire international, représentante du Dolder club, des fonds de pension et de l'industrie pharmaceutique dont son mari est un membre éminent.

Ces personnages et leur environnement agissent en conformité avec les objectifs intermédiaires de l'État profond. Il s'agit de déstructurer les sociétés européennes en laissant se faire toutes sortes de corruptions et de perversions, drogue, invasion migratoire, dissolution des références chrétiennes, communautarisme, acceptation des dérives sexuelles, de l'immoralité, de la violence, et orchestration de fausses menaces ou épidémies...

Il est vrai que ces dirigeants, entourés de conseillers, ont à leur disposition les sommes colossales de leurs parrains, autorisant le contrôle des médias, de la justice, des syndicats, des ONG et permettant toutes les décompositions. Derrière cette façade se trouvent évidemment les penseurs de Bilderberg, de la Trilatérale, du Forum Économique Mondial, du Council on Foreign relation, ou encore du Royal Institute of International Affairs. Jusqu'à présent cette organisation tentaculaire alliait son ambition de domination avec celle du gouvernement des États-Unis. Elle acceptait les projets de la politique extérieure étatsunienne qui servait ses intérêts. Les géostratèges MacKinder et Spykman lui étaient utiles ainsi que les théoriciens de la domination étatsunienne. Jusqu'à un certain point les deux volontés hégémoniques pouvaient s'associer et pour quelques penseurs ambitieux se confondre. Mais l'État profond dirigé par les banquiers, a voulu progressivement dicter ses règles à la gouvernance étatsunienne. À partir de ce pays acteur majeur et influent dans le monde, mais contrôlé par la Caste, le système voulait imposer son propre objectif de domination, en substituant son hégémonie à celle du pays où elle avait pris son essor. Ce processus était devenu trop évident et en contradiction manifeste avec la pensée de la majorité du peuple des États-Unis. Le choc devenait inévitable.

Dans ce duel mortel, l'UE, organisation reposant sur l'abolition des frontières et l'inclusion dans une unité future avec l'Amérique du nord, s'est trouvée brutalement isolée. De fait elle demeure en collusion avec l'hégémonie financière que monsieur Trump et ses collaborateurs sont en train de démembrer. La façon de procéder de la Caste se perpétue donc dans la seule Europe.

Les dégâts sont déjà considérables et si rien n'est entrepris peuvent s'avérer définitifs.

Dans un tel contexte de subordination à la Caste financière ne nous étonnons pas que la France puisse donner 2 milliards d'euros à l'Ukraine, s'ajoutant aux 28 milliards déjà donnés. Pourtant ce pays est reconnu comme étant un des plus corrompus au monde. La logique du système fournit l'explication.

Les simples citoyens peuvent ingénument regretter que tout cet argent n'ait pas été investi dans notre service public de santé, nos écoles, nos terres d'outre-mer, notre protection face à l'invasion islamique, ou nos banlieues abimées par la drogue, l'insécurité ou les catastrophes naturelles, ou encore dans d'autres domaines réclamant l'aide de l'État. Mais la gouvernance financière n'a que faire de ces problèmes. Bien au contraire ils participent à cet écrasement des peuples, si favorable à l'instauration d'une dictature mondiale cependant aujourd'hui plus que jamais utopique. Alimenter

une guerre et corrompre les gouvernants s'avèrent tout autant profitables. En somme il s'agit de gagner sur tous les tableaux...

Ajoutons que la dette contribue puissamment à asservir un pays à l'oligarchie bancaire, à la Caste. Admettons d'emblée que les emprunts souscrits par l'État sur le marché international, sont garantis par la perception des impôts. Ils se montrent donc d'une rentabilité certaine. De l'argent ne reposant sur rien, n'étant plus rattaché à l'or, produit de l'argent vrai puisque reposant sur le concret des dettes. Plus un pays s'endette et plus l'oligarchie transnationale bancaire accroît ses avoirs et sa puissance. Ne nous étonnons pas du « quoi qu'il en coûte » et de nos 3300 milliards de dette. Ne nous étonnons pas, non plus, du fait que les pays doivent être privés du pouvoir de décision monétaire et économique. La dette les enchaîne. La création de l'euro et de la BCE, biais par laquelle la plupart des emprunts sont souscrits, tombe sous le sens!

Dans ce panorama, le renforcement des armées européennes s'explique clairement. Il ne peut se faire que par des emprunts massifs. La Caste devait résoudre le problème posé par la fin de la guerre en Ukraine. Cette situation imprévue ne devait pas pourtant présenter longtemps un obstacle pour les détenteurs de la machinerie financière. Il suffisait d'inventer une menace. Les peuples endoctrinés par les médias soudoyés, ne pouvaient que croire ce qui leur était seriné. L'autorisation d'accroître les déficits de 1,5% devrait enrichir encore les banquiers de l'État profond. La souveraineté de la France et des autres États européens devrait continuer à se réduire. Finalement tout aura été bien pour la Caste!

Pour illustrer mon propos, je voudrais citer David Rockefeller exprimant, en 1991, sans ambage, la volonté de la puissance bancaire dont il était un des maîtres. Le contexte se prêtait à un tel aveu. L'URSS s'effondrait et les États-Unis croyaient être devenus la puissance universelle à laquelle tout était permis. La Caste pensait alors pouvoir dominer le monde sans plus d'adversaire. Elle imaginait pouvoir régner, de fait, sur les États-Unis en conjuguant son action avec un gouvernement converti.

« Il nous a fallu être discrets pendant des années. Désormais le monde est préparé pour un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés. »

Ne nous étonnons pas de l'établissement d'une quasi dictature en Europe et en France. Il s'agit d'une nécessaire protection des ambitions de la Caste qui est sur le point de perdre ses positions de l'autre côté de l'Atlantique. Elle produit des directives hostiles à la liberté au prétexte paradoxal de protéger les citoyens de la désinformation et des infox. Elle se radicalise pour se protéger.

Ainsi elle attente à la liberté des peuples de manière de plus en plus évidente. La Géorgie a vu les tentatives avortées de dévoiement de l'élection présidentielle par l'UE. En Roumanie Calin Georgescu, candidat souverainiste, a été accusé d'avoir enfreint « les règles démocratiques d'un suffrage honnête et impartial ». Il était arrivé en tête du premier tour de l'élection présidentielle, annulé sur injonction de la commission européenne. Je pourrais ajouter d'autres exemples, je n'en citerai qu'un seul, celui de l'abus de Droit que Marine Le Pen, souverainiste, a subi, l'empêchant, pour l'instant, de se présenter, alors qu'elle rassemble une majorité d'intentions de vote pour la présidentielle.

L'esprit patriotique est une menace pour la Caste. Elle a d'ailleurs raison de craindre pour son avenir au constat de l'émergence universelle des nationalismes.

Donald Trump prend des mesures protectionnistes. Il veut ré-industrialiser son pays et le tourner vers lui-même. Il élève des droits de douane et se prépare à lutter contre l'énorme dette qui menace l'équilibre social. Simultanément il détruit tous les instruments mis au service de l'État profond par ses prédécesseurs et chasse tous ceux qui collaboraient avec cet État profond. Évidemment les conséquences de cette politique vont se répercuter dans le monde. L'OMC voit ses règles oubliées. Son avenir, comme celui de l'OTAN, me semble compromis, comme sûrement celui d'autres instances internationales. La France peut trouver dans cette situation nouvelle un formidable vecteur de renouveau. Ne voyons pas dans la circulaire de l'ambassade étatsunienne en France adressée aux entreprises exportant aux États-Unis une ingérence dans notre organisation sociale, mais simplement une volonté de Washington de se protéger face aux importations. Cette façon de faire doit nous inspirer. Tout comme d'ailleurs l'extraterritorialité des lois de ce pays qui engendre un contrôle sur nos exportations. Toutefois ne nous leurrions pas sur cette évolution de la philosophie politique de ce pays. Son ambition demeure. Elle s'exprimera différemment. Ce changement aux répercussions inévitables, devra être observé avec prudence. Les États-Unis abandonneront leur prétention hégémonique devenue difficile à conserver dans un monde se réorganisant souvent contre eux, mais ils resteront une puissance impérialiste cherchant à promouvoir ses intérêts et à maintenir sa supériorité. Les revendications de Trump sur le Groenland, le canal de Panama, voire sur d'autres terres, en sont une preuve.

Dans cette situation imprévue, il nous faut déceler une opportunité formidable pour la France. Notre pays doit au plus vite et de façon abrupte quitter le dispositif européen tout comme d'ailleurs le système otanien nuisible à nos intérêts extérieurs. Nous pouvons confirmer en regardant l'évolution du monde que l'UE ne correspond pas à la nature des peuples, trahit la liberté de pensée, les principes de la démocratie et les fondements de la civilisation. Elle est désormais le vestige d'une soumission à une hégémonie corruptrice moribonde reniée par le pays où elle est née. Nous devons tout faire pour ne pas sombrer avec elle. Elle est désormais un épisode scandaleux de l'histoire où une coterie asservie à une Caste financière a voulu faire disparaître les nations. Aujourd'hui les États souverains sont seuls à disposer des fondements utiles pour se défendre dans un monde en mutation.

Face à cette évolution, se dessine ainsi, plus que jamais pour la France, l'obligation d'une reconquête de sa souveraineté. Il n'existe aucun obstacle à cette renaissance. Il s'agira de retrouver notre monnaie; de restaurer dans cette optique le lien naturel entre la Banque de France, le Trésor public et le gouvernement; de la rattacher vraisemblablement à l'or et de l'adapter aux besoins de notre économie. Il sera alors simple, en rétablissant nos frontières, d'imposer des droits de douane sélectifs pour protéger nos productions, nos entreprises innovantes, notre culture et notre société. Il faudra, dans la même perspective de restauration de l'authenticité française, revenir à une hiérarchie des normes mettant la Constitution au sommet de l'édifice juridique, après l'avoir purgée de toutes les scories idéologiques. Cela impliquera le retrait de la France de toutes les juridictions supranationales. Dans la même perspective il sera nécessaire de réaffirmer la séparation des pouvoirs et de ramener le Conseil d'État à sa mission. Pour mémoire elle consiste à juger les conflits entre les citoyens et l'administration et à rendre de simples avis juridiques au Gouvernement et au Parlement sur des projets et propositions de loi ou de règlements. De même le Conseil Constitutionnel devra se voir cantonné à un strict rôle de conseil. Enfin toutes les ONG subventionnées par l'État et participant par leurs outrances idéologiques à la dislocation de la nation pour la plus grande satisfaction de l'État profond, devront être privées de l'aide de l'impôt des Français. Les médias d'État devront être, eux aussi, défaits de leur chape idéologique. La sortie de l'OTAN, si cette organisation subsiste, renforcera notre puissance militaire à la seule condition que le budget alloué à

nos forces soit conforme à l'image que nous voudrions donner et qu'elles soient adaptées dans leur format, aux risques réels. Tout ce qui participera au recouvrement de notre souveraineté devra être engagé.

La France est une grande puissance. Elle se doit de l'affirmer. Son indépendance la positionnera à nouveau à sa juste place parmi les nations.

J'ajoute pour conclure que nous ne sommes liés à des traités que parce que nous le voulons bien. Lorsqu'ils ne correspondent plus à nos intérêts et ambitions, ils doivent être dénoncés. Ils ne sont comme le disait le chancelier de l'empire allemand, Theobald von Bethmann Hollweg, à la veille de la première guerre mondiale, à propos de la neutralité belge, que des « chiffons de papier ».

Henri ROURE